

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL SERVICES

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20250318
Code AIOT : 0010000017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement AXEREAL SERVICES implanté ROUTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL SERVICES
- ROUTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE
- Code AIOT : 0010000017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2004.1.1067 du 13 septembre 2004, complété par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1039 du 4 août 2006 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos, par l'arrêté préfectoral n°2007.1.432 du 16 mai 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 29 janvier 2018, puis actualisée par le courrier préfectoral du 8 juillet 2022.

Les activités classées à autorisation, au titre de la nomenclature des installations classées, concernent notamment :

- stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510 et 4511) ;
- stockage d'engrais solides (rubrique 4702) ;
- stockage de céréales (rubrique 2160).

L'établissement relève du statut Seveso seuil haut par dépassement direct de seuil pour les rubriques 4510, 4511 et 4702.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de défense incendie - NC PdC8_VI_15/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 3.14	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	prescriptions complémentaires dans l'attente de la réalisation des travaux	Arrêté Préfectoral du 06/02/2025, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Risque lié aux équipements situés en zone ATEX - NC PdC1_VI_15/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	SGS - Gestion	Arrêté Ministériel	Avec suites, Demande	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des situations d'urgence	du 26/05/2024, article Annexe 1 : 5	d'action corrective	corrective	
11	Rejets d'eau	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
12	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 5.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande d'action corrective	2 mois
17	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	/	Demande d'action corrective	2 mois
22	Dispositif de sécurité des chapiteaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 1	/	Demande d'action corrective	15 jours
23	Situation administrative - stockage de big bag extérieurs	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Risque feu de forêt/broussaill e	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 : 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	SGS - Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	SGS - Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 24/06/2024, article Annexe 1 : 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Entretien des locaux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2006,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	locaux	du 04/08/2006, article 14	d'action corrective	
10	Entretien du site	AP Complémentaire du 13/09/2004, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 7.5.14	/	Sans objet
14	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
20	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
24	Stockage sous auvent bâtiment 3 (engrais)	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de défense incendie - NC PdC8_VI_15/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 3.14
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 23/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.</p>

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

[...]

L'exploitant dispose des ressources en eau et en mousse en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.

Le site AXEREAL de Moulins-sur-Yèvre dispose de moyens d'intervention suivants :

- un puits est présent au Sud du hangar de stockage des semences. Il est directement raccordé aux eaux souterraines et est équipé de deux crépines d'aspiration, assurant chacune un débit de 60 m³/h. Une aire pour le stationnement et le raccordement d'un engin de pompage des services de secours a été mise en place ;
- une réserve d'eau enterrée d'une capacité de 60 m³ équipée d'un raccordement pour les pompiers ;
- un second poteau incendie, alimenté par le réseau d'eau communal, se situe au Sud du séchoir du silo 13. Il délivre un débit de 60 m³/h ;
- une réserve souple de 240 m³, positionnée en dehors des zones d'effets thermiques associés aux chapiteaux (ajout déterminé au travers du PAC du 14 avril 2022 relatif à l'implantation de stockage de semences conditionnées sous chapiteaux).

Constats :

Constat du 11/07/2024 : Le site ne dispose pas de réserves en eau incendie suffisantes et réparties de façon adéquate.

L'exploitant a fourni un plan de ses nouvelles installations de stockage d'eau et renvoie à la dernière version de son étude de danger (2025) dans laquelle il détermine le besoin en eau sur le site.

L'étude de dangers met en évidence un besoin en eau sur le site de 1440 m³ correspondant au plafond (besoin réel de 810 m³/h pendant 2 heures).

Ce besoin est aujourd'hui couvert par :

- 2 poteaux incendie de débit 50 m³/h en partie ouest du site
- une réserve de 120 m³ en partie ouest du site
- 2 réserves de respectivement 240 m³ et 450 m³ au milieu du site (entre le stockage engrais et l'usine de semences)
- 1 réserve de 600 m³ en partie Est du site.

Le positionnement a été déterminé par l'exploitant dans l'objectif de couvrir l'ensemble du site.

L'inspection note toutefois que l'exploitant n'a pas justifié à ce jour que chaque zone du site dispose de réserves accessibles en quantité suffisante.

Lors de sa visite, l'inspection a pu constater la présence de ces réserves.

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/09/2024 ne peut donc pas être levé à l'heure actuelle ; en particulier sur le point suivant "en mettant à niveau ses capacités de défense

incendie [...] en termes de [...] répartition."
Constat : l'exploitant n'a pas justifié que le positionnement des réserves d'eau permet à chaque zone du site de disposer de réserves accessibles en quantité suffisante.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : prescriptions complémentaires dans l'attente de la réalisation des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la manufacture - CS 40639 -45166 OLIVET Cedex, pour le site qu'elle exploite route de Savigny sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre, réalise, à notification du présent arrêté et jusqu'à disposer des moyens de défense incendie suffisants sur le site, tels que définis dans son courrier du 25 novembre 2024, des rondes de surveillance complémentaires sur son site.</p> <p>Ces rondes de surveillance sont réalisées en heures non ouvrables à raison de 3 rondes journalières.</p> <p>Chaque ronde fait l'objet d'un enregistrement tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les enregistrements permettent de connaître le circuit et les horaires de chaque ronde.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que ces rondes ont bien été réalisées et qu'elles ont été enregistrées sur le logiciel du prestataire SECURITAS. Par échantillonnage et à la demande de l'inspection, il présente par ailleurs, le devis signé pour la réalisation de ces rondes pour les mois d'avril et mai 2025.</p> <p>Les réserves d'eau étant opérationnelles depuis fin mai 2025, les mesures renforcées de surveillance ont été arrêtées.</p> <p>Cependant, le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir l'enregistrement des rondes réalisées par son prestataire compte tenu d'une panne informatique du logiciel permettant de communiquer les comptes rendus. L'exploitant ne peut donc pas justifier de la réalisation des rondes (en particulier sur la période avril-mai 2025).</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les rondes de surveillance renforcée ont été réalisées avant la mise en service des réserves d'eau supplémentaires.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Risque feu de forêt/broussaille

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, effets domino sur ICPE voisine
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p>
Constats : <p>Constat du 11/07/2024 : Compte tenu de son état d'entretien, la zone Est du site ne permet pas à l'exploitant d'assurer la gestion des risques d'incendie (avec possibles effets dominos entre sites voisins).</p> <p>L'inspection constate sur site que la zone Est du site a été réorganisée et a fait l'objet d'un entretien.</p> <p>Ainsi en bordure des limites de site se trouve un stockage de bennes vides, tandis qu'un espace libre entre ce stockage et les silos plats a été débroussaillé. Cette zone laissée libre accueille, en partie Sud, la réserve d'eau de 600 m³ nouvellement installée.</p> <p>L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est levé.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risque lié aux équipements situés en zone ATEX - NC PdC1_VI_15/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.</p>
Constats : <p>Constat du 11/07/2024 : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un dossier permettant de justifier l'adéquation à leur milieu des équipements situés en zone ATEX.</p> <p>L'exploitant a fourni le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions) réalisé en janvier 2025. Celui-ci définit les zones ATEX et liste les équipements qui se trouvent dans ces zones dans le tableau p.30.</p> <p>Ce tableau met en évidence qu'un seul équipement se trouve en zone ATEX et que la conformité de celui-ci au zonage reste à vérifier.</p> <p>Les éléments fournis à ce jour par l'exploitant restent insuffisants.</p> <p>L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 n'est pas levé.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un dossier permettant de justifier l'adéquation à leur milieu des équipements situés en zone ATEX.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 : 2
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs
Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.

Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.

Constats :

Constat du 11/07/2024 : Le manuel SGS ne précise pas la manière dont se fait la remontée d'information, la manière dont sont évalués les risques et comment ils sont ensuite traités.

L'exploitant a mis à jour son manuel SGS en janvier 2025, afin d'ajouter des éléments sur cet aspect. L'inspection constate que des éléments sont précisés dans le chapitre 5 du document.

L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est levé.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : SGS - Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 5

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Gestion des situations d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;
- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats :

Constat du 11/07/2024 : le retour d'expérience des exercices d'entraînement aux situations d'urgence n'est pas suffisamment analysé et pris en compte dans le POI.

L'exploitant a mis à jour son manuel SGS en janvier 2025, afin d'ajouter des éléments sur cet aspect. L'inspection constate que des éléments sont précisés dans le chapitre 8 du document. Il précise que au-delà de ces éléments, le retour d'expérience est analysé lors des réunions mensuelles ICPE (communes à l'ensemble des sites du groupe) et lors de l'audit annuel. L'exploitant présente par ailleurs le tableau récapitulatif des deux derniers exercices POI (mai - 21h45 - échauffement d'engrais / juin - 15h30 - feu de locomotive) qui servent de support au retour "à chaud". L'inspection constate que le retour d'expérience à chaud et son analyse n'ont pas été tracés sur ce tableau. Une analyse ultérieure est dès lors plus complexe.

L'exploitant a formalisé les procédures d'analyse du retour d'expérience dans son SGS
L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est partiellement satisfait.

Constat : le retour d'expérience "à chaud" des deux derniers exercices POI n'a pas été tracé par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : SGS - Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 6

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Surveillance des performances

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 11/07/2024 : le manuel SGS nécessite d'être complété et actualisé au regard des actions mises en œuvre.</p> <p>Le manuel SGS a été mis à jour afin de prendre en compte les actions réellement réalisées par l'exploitant. L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est levé. L'inspection note que de nouveaux indicateurs ayant été définis en septembre 2024, ils ne seront évalués qu'à partir de septembre 2025.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : SGS - Audits et revues de direction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/06/2024, article Annexe 1 : 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Audits et revues de direction</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.</p>

<p>Constats :</p> <p>Constat du 11/07/2024 : le chapitre 9 du manuel SGS est à compléter afin de fournir une procédure d'évaluation de la PPAM et du SGS aux fins d'analyse lors des revues de direction.</p> <p>L'exploitant a mis à jour son manuel SGS en janvier 2025 afin d'ajouter des éléments sur cet aspect. L'inspection constate que des éléments sont précisés dans le chapitre 10 du document. L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est levé.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Entretien des locaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2006, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, poussières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 11/07/2024 : la poussière n'est pas retirée sur tous les équipements à la même fréquence, amenant certaines zones à être fortement recouvertes.</p> <p>L'exploitant a produit des photos justifiant que le nettoyage a bien été réalisé suite à l'inspection du 11/07/2024.</p> <p>L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est levé.</p> <p>Lors de la présente inspection, l'état d'entretien et de nettoyage des silos n'a pas été regardé compte tenu du fait que l'inspection a eu lieu en fin de matinée durant la période de moisson. Cependant globalement sur le reste du site les voiries et intérieurs de locaux qui ont été parcourus, l'inspection n'a pas constaté d'accumulation de poussière importante.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Entretien du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2004, article 3.2.3
Thème(s) : Autre, Bassins d'infiltration et de décantation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 23/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Les installations doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.</p>
Constats : <p>Constat du 11/07/2024 : le bassin de décantation et plus particulièrement le bassin d'infiltration du site ne sont pas entretenus.</p> <p>Lors de la visite du 24/06/2025, l'inspection constate que les deux bassins ont fait l'objet d'un nettoyage.</p> <p>L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 est levé.</p> <p>L'inspection note cependant que la végétation a déjà commencé à gagner du terrain dans ces zones. L'inspection alerte l'exploitant sur la nécessité de réaliser régulièrement l'entretien.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, bassins de décantation d'infiltration et réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/07/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p>

<p>[...]</p> <p>-le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat du 11/07/2024 : Le fonctionnement des réseaux d'eau n'a pas pu être expliqué et présenté avec précision par l'exploitant qui ne dispose pas de plans complets.</p> <p>Lors de la visite du 24/06/2025, l'exploitant détaille les éléments présentés sur le plan "gestion des eaux pluviales" daté de 2017 qu'il a fourni à la suite de l'inspection du 11/07/2025.</p> <p>A la suite de ces explications, l'inspection comprend que le plan représente les réseaux et les dalles bétonnées collectant les ruissellements. L'inspection considère que l'exploitant dispose bien d'un plan de ses réseaux. L'exploitant doit cependant justifier que l'ensemble des réseaux y sont représentés. Ne figurent notamment pas les descentes de toiture, les bassins de rétention et infiltration....</p> <p>Par ailleurs, compte tenu des difficultés à lire le plan, il est recommandé à l'exploitant de réaliser un plan facilement lisible des réseaux permettant de les situer par rapport aux différents bâtiments.</p> <p>Et ce plan est à mettre à jour pour tenir compte des évolutions réalisées depuis 2017 (obturateurs notamment).</p> <p>L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 11/07/2024 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : le plan des réseaux d'eaux fourni par l'exploitant est incomplet, n'est pas à jour des dernières évolutions du site et est peu lisible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, VLE effluents
Prescription contrôlée :

Les rejets au milieu naturel des eaux météoriques qui ruissellent sur les voies d'accès et de manœuvre des véhicules venant charger des engrais liquides, ainsi que sur les aires de chargement et de déchargement, doivent respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- hydrocarbures totaux : 5 mg/l
- MES : 35 mg/l
- DCO : 125 mg/l
- DBO₅ : 100 mg/l
- Azote global : 15 mg/l.

Ces valeurs limites et caractéristiques sont également applicables à l'ensemble des rejets d'effluents liquides de l'établissement au milieu naturel.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la qualité des eaux qu'il rejette dans le milieu naturel.

Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la qualité des eaux qu'il rejette dans le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 7.5.14

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Il est procédé à un contrôle périodique de l'impact des activités de stockage des produits agropharmaceutiques sur la qualité des eaux souterraines s'écoulant à l'aplomb des installations.

Cette surveillance doit être réalisée en respectant les modalités définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2002.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport IDDEA sur la campagne de mesure semestrielle réalisée en mars 2025.</p> <p>Le rapport met en avant:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un dépassement d'un référentiel fixé pour les nitrates sur les 3 ouvrages (75 à 125 mg/L). Les concentrations sont globalement homogènes entre les ouvrages malgré un léger enrichissement au droit de Pz2 (positionné en amont hydraulique du bâtiment engrais) et Pz3 ; • Des concentrations homogènes en halogène organique adsorbable (AOX : <10 g/L) sur les 3 ouvrages et en azote total (16,94 à 39,23 mg/L) avec tout de même une légère tendance à la hausse au droit de Pz2 et Pz3 ; • la nécessité de revoir le programme de mesures dans le cadre du rapport quadriennal prévu pour l'année 2025. <p>Ce bilan quadriennal sera transmis à l'inspection accompagné, le cas échéant de propositions d'actions correctives.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'appuie sur le plan des coupures électriques (disponible dans les différentes versions du POI) pour présenter les modalités d'alimentation en électricité du site.</p> <p>Il dispose d'un transformateur général ainsi que 5 transformateurs spécifiques aux différentes zones du site.</p> <p>Le site est par ailleurs alimenté en gaz (pour le séchoir) par le réseau de ville.</p> <p>Les autres énergies présentes sur le site sont des stockages de bouteilles de gaz (alimentation de transporteurs notamment) et une cuve de gazole pour les équipements mobiles de manutention.</p> <p>En dehors du séchoir, des chargeurs, des transporteurs, des 2 locomotives et du groupe motopompe, selon l'exploitant, tout le site fonctionne via l'alimentation électrique, notamment</p>

<p>l'ensemble des capteurs de détection (détections incendie, détection gaz, capteurs associés aux équipements de manutention....).</p> <p>D'après l'exploitant, au-delà de l'arrêt des installations, toute défaillance électrique entraîne une mise en défaut complète des automates de commande (permettant ainsi de détecter la coupure). Cela ne concerne pas les équipements secourus pour lesquels c'est la perte du secours qui entraîne la mise en défaut.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En terme d'exploitation l'objectif de l'exploitant est de poursuivre ses activités en cas de coupure des utilités.</p> <p>En l'absence d'alimentation en gaz, il est évident que l'activité du séchoir ne pourra pas être poursuivie.</p> <p>Dans les faits, une coupure électrique ne fait aujourd'hui pas l'objet d'une procédure formalisée de la part de l'exploitant, qui précise mettre néanmoins en place des mesures au cas par cas et en fonction des activités à prioriser. L'absence de procédure fait l'objet du constat n°16.</p> <p>L'inspection note que la communication vers l'extérieur ne serait possible en cas de perte du réseau téléphonique qu'avec les téléphones portables dont disposent les agents. Des informations complémentaires sont présentées en annexe confidentielle.</p> <p>Constat : il est nécessaire que l'exploitant justifie la suffisance des moyens téléphoniques mis à disposition du personnel en cas de coupure électrique, dans le cadre du déclenchement du POI par exemple.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [...] Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'exploitant considère que les seuls équipements à secourir afin de maintenir la sécurité sont les systèmes de détection présents sur le site, et en particulier ceux faisant partie des mesures de maîtrise des risques. Suite à l'arrêt des équipements en cas de coupure, l'exploitant précise qu'il n'a pas établi de mesure spécifique de mise en sécurité. Néanmoins, pour des contraintes d'exploitation, il prévoit de maintenir l'activité en cas de coupure. Il précise qu'un plan de continuité d'activité est en cours d'élaboration afin d'en préciser les modalités. Constat : L'exploitant ne dispose pas de procédure de mise en sécurité de ses installations suite à une coupure électrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 64 « Équipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

En cas de mise à l'arrêt suite à coupure électrique, les équipements ne sont plus fonctionnels sur le site. Hors équipements disposant d'une autonomie (détaillés aux points de constat suivants).

Cependant l'exploitant précise que ses équipements de surveillance sont soit des capteurs mobiles (thermomètres notamment), soit alimentés par batterie. Ceux-ci permettent le maintien en sécurité des installations de stockage.

Il ne fournit pas de justificatif de ces éléments.

Des informations complémentaires sont libellées en annexe confidentielle.

Constat : l'exploitant n'a pas justifié quels équipements de détection disposent de batterie et l'autonomie de ces batteries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités. [...] <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>[...] »</p>
Constats : Des informations sont libellées en annexe confidentielle. Constat : L'exploitant ne fournit pas de document précisant le positionnement, la façon dont sont connectés les batteries et le groupe électrogène avec les équipements de détection concernés par une alimentation électrique de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
Prescription contrôlée : Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
Constats : Des informations sont libellées en annexe confidentielle. Constat : L'exploitant ne fournit pas de document précisant la manière dont ont été dimensionnés les moyens de secours. Par ailleurs, il ne donne pas les caractéristiques techniques du groupe électrogène présent sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art 56« Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
Constats : L'exploitant considère qu'il répond à cette prescription pour ce qui est des équipements installés. Il est en cours de rédaction d'un plan de continuité d'activité afin de répondre à son besoin de maintenir l'activité en cas de coupure électrique. Il précise qu'à ce jour aucune procédure spécifique ne permet de formaliser les modalités de mise à l'arrêt des installations et le maintien de la surveillance (voir pont de contrôle n°16). L'inspection rappelle l'échéance réglementaire du 01/01/2026. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : L'établissement AXEREAL de Moulins-sur-Yèvre est classé à autorisation pour plusieurs rubriques

<p>ICPE ; l'arrêté du 4/10/2010 s'applique donc au site.</p> <p>L'exploitant n'a pas spécifiquement recensé les équipements soumis au PMII (plan de modernisation des installations industrielles).</p> <p>Compte tenu de la connaissance que l'inspection a du site, seules les MMRI seraient concernées.</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas recensé les équipements soumis au PMII et n'est pas en mesure de justifier de l'absence d'équipements hors MMRI y étant soumis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 22 : Dispositif de sécurité des chapiteaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, dispositions techniques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre « , sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail ». La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate que le chapiteau "semences" est en cours de construction (détection en cours d'installation).</p>

<p>L'exploitant rappelle que ce chapiteau est monté chaque année sur la période mai-novembre. L'inspection constate que le chapiteau dispose d'une toiture textile mais pas de canton et trappes de désenfumage.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance pour la mise en place du chapiteau ne demandait pas d'aménagement de prescription sur ce point.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation que le chapiteau respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 pour les installations classés au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Constat : le chapiteau de semences, en cours de montage lors de la visite d'inspection, ne dispose pas de cantons et de trappes de désenfumage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 23 : Situation administrative - stockage de big bag extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, stockages extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Engrais solides à base de nitrate d'ammonium relevant de la rubrique 4702 : Quantité totale de stockage limitée à 11500 tonnes, tous critères confondus, dont au plus 8000 tonnes en vrac</p> <p>[soit 3500 tonnes en "big bag" - historiquement stockés sur plateforme extérieure]</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte tenu de l'arrêt de l'activité d'ensachage, l'exploitant précise qu'il n'existe plus de stockage d'engrais conditionnés en "big bag" sur les aires extérieures du site.</p> <p>L'exploitant est donc en deçà des seuils définis dans son arrêté d'autorisation.</p> <p>Néanmoins l'arrêt de l'activité d'ensachage/stockage extérieur n'a pas été porté à la connaissance de l'administration.</p>

Constat : L'arrêt de l'activité d'ensachage/stockage extérieur d'engrais conditionnés en "big bag" n'a pas été porté à la connaissance de l'administration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 24 : Stockage sous auvent bâtiment 3 (engrais)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 6.1
Thème(s) : Autre, Compatibilité
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état précis des stocks et de la répartition des produits dans les différentes cases. Cet état doit être disponible à l'extérieur des locaux de stockage à tout instant, en vue notamment d'une transmission immédiate aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention.
Constats : <p>Sous l'auvent situé côté nord ouest du bâtiment engrais se trouvent plusieurs racks de stockage et du stockage au sol.</p> <p>Ces stockages sont constitués de bidons, sacs et citernes de 1 m³.</p> <p>Selon l'exploitant, ces stocks sont constitués d'engrais non classés. Il présente un état des stocks qui met en évidence 22 références de produits pour un total d'environ 13 tonnes.</p> <p>Par échantillonnage l'inspection a demandé la FDS de 2 de ces produits:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Locax Cereal (H318 ; H412) - pas de conditions de stockage particulières mise en évidence dans la FDS. - SOLIZER - pas de FDS nécessaire au titre de la réglementation REACH - Conserver à l'abri de l'humidité. <p>Les conditions de stockage des produits examinés par l'inspection n'amènent pas de remarque particulière.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

